



NOTICE

**VOUS EMPLOYEZ DES INTERMITTENTS
DU CINÉMA, DE L'AUDIOVISUEL,
DE LA DIFFUSION TV, RADIO
OU DU SPECTACLE...**



Sont concernés par cette notice, les employeurs du secteur privé ou public qui emploient des salariés intermittents* du cinéma, de l'audiovisuel, de la diffusion TV, radio ou du spectacle.

OÙ S'ADRESSER ?

Les employeurs d'intermittents du spectacle doivent s'affilier et verser les contributions à l'assurance chômage et la cotisation AGS auprès de France Travail services centre de recouvrement cinéma spectacle. Ils doivent également transmettre les attestations employeur. Pour tout renseignement, vous pouvez contacter : **France Travail services centre de recouvrement cinéma spectacle TSA 70113 92891 Nanterre cedex 9**

Tel. : 3995 (composer le département 99)

Cas particulier : les organisateurs non professionnels de spectacle vivant. Les employeurs qui n'ont pas pour activité principale ou pour objet l'exploitation de lieux de spectacles, de parcs d'attraction, la production ou la diffusion de spectacle, peuvent en une seule formalité, grâce au dossier "Guso" :

- s'affilier auprès du Guso,
- procéder à la déclaration préalable d'embauche,
- déclarer et payer l'ensemble des cotisations sociales (sécurité sociale, retraite complémentaire, congés payés, assurance chômage, etc.),
- fournir une attestation d'emploi au salarié.

L'ensemble de ces formalités peut être effectué sur le site : www.guso.fr

* Ne sont pas concernés les salariés permanents du spectacle liés par contrat à durée indéterminée ; ceux-ci doivent être affiliés auprès de l'Urssaf.



À NOTER

www.guso.fr

0 805 41 40 41

Service & appel gratuits

Horaires d'accueil téléphonique :
du lundi au vendredi
de 9 h à 17 h
Excepté le jeudi
de 9h à 13h
Une adresse :
Guso - TSA 72039
92891 Nanterre cedex 9



PERSONNELS CONCERNÉS

Artistes du spectacle engagés par contrat à durée déterminée.

Ouvriers et des techniciens engagés en contrat à durée déterminée couverts par l'une des conventions collectives nationales (IDCC) et répertoriées dans la liste du champ d'application de l'annexe 8 (www.francetravail.fr/spectacle/) sous réserve que votre domaine d'activité relève d'un des domaines suivants :

Production audiovisuelle (IDCC 2642)

L'activité de l'employeur doit relever de la convention collective de production audiovisuelle (IDCC 2642) et être répertoriée par les codes NAF suivants :

• 59.11 A

Production de films et de programmes pour la télévision - sauf animation ;

• 59.11 B

Production de films institutionnels et publicitaires sauf animation.

Production cinématographique (IDCC 3097)

L'activité de l'employeur doit relever de la convention collective de l'exploitation cinématographique (IDCC 3097) et être répertoriée par les codes NAF suivant :

• 59.11 B

Production de films institutionnels et publicitaires.

• 59.11 C

Production de films pour le cinéma - sauf studios et animation.

Édition phonographique (IDCC 2121)

L'activité de l'employeur doit relever du champ de l'édition photographique, identifié anciennement sous l'IDCC 2770, de la convention collective de l'édition (IDCC 2121) et être répertoriée par le code NAF suivant :

• 59.20 Z

Enregistrement sonore et édition musicale - sauf édition musicale, studios d'enregistrement et studios de radio

Prestations techniques au service de la création et de l'événement (IDCC 2717)

L'activité de l'employeur doit relever de la convention des entreprises techniques au service de la création et de l'événement et être répertoriée par les codes NAF suivants :

• 59.11 C

Production de films pour le cinéma (uniquement studios de cinéma) ;

• 59.12 Z

Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision - sauf studios d'animation ;



- **59.20 Z**
Enregistrement sonore et édition musicale (uniquement studios d'enregistrement sonore) ;
- **90.02 Z**
Activités de soutien au spectacle vivant.

Radiodiffusion (IDCC 1922)

L'activité de l'employeur doit relever de la convention collective de la radiodiffusion (IDCC 1922) et être répertoriée par les codes NAF suivants :

- **59.20Z**
Enregistrement sonore (uniquement studios de radio) ;
- **60.10Z**
Radiodiffusion - sauf activités de banque de données.

Spectacle vivant privé et spectacle vivant subventionné (IDCC 1285 et 3090)

L'activité de l'employeur doit relever de la convention collective pour les entreprises artistiques et culturelles (IDCC 1285) ou de la convention collective pour les entreprises du secteur privé, du spectacle vivant (IDCC 3090) et être répertoriée dans l'une des 3 catégories suivantes :

- **1^{re} catégorie :**
les employeurs titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants ou d'un récépissé de déclaration d'entrepreneur de spectacles vivants valant licence, et dont l'activité principale est répertoriée par le code NAF : **90.01 Z - Arts du spectacle vivant.**

- **2^e catégorie :**
les employeurs titulaires de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants ou d'un récépissé de déclaration d'entrepreneur de spectacles vivants valant licence, n'ayant pas le code NAF de la 1^{re} catégorie visée ci-dessus, et affiliés à la caisse des congés du spectacle.

- **3^e catégorie :**
les employeurs ayant organisé des spectacles occasionnels tels que définis par l'article L. 7122-19 et s. du code du travail, l'ordonnance n° 2019-700 du 3 juillet 2019 relative aux entrepreneurs de spectacles vivants et le décret n° 2019-1004 du 27 septembre 2019 relatif aux entrepreneurs de spectacles vivants.

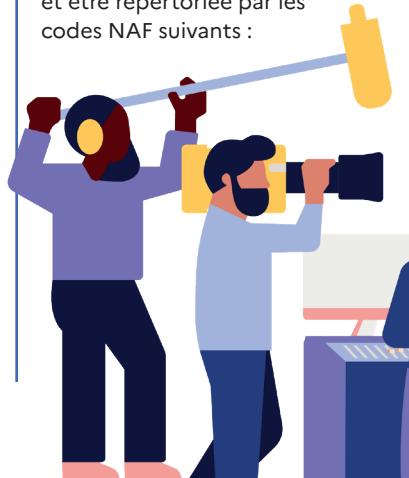
Espaces des loisirs, d'attractions et culturels (IDCC 1790)

L'employeur doit être titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants, être affilié à la caisse des congés du spectacle et son activité principale doit relever de la convention collective des espaces des loisirs, d'attractions et culturels (IDCC 1790), et être répertoriée par le code NAF **93.21 Z «activités des parcs d'attractions et parcs à thème».**

L'employeur doit être titulaire de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants et être affilié à la Caisse des congés du spectacle.

Télédiffusion (IDCC 3241)

L'activité de l'employeur doit relever de la convention collective de la télédiffusion (IDCC 3241) et être répertoriée par les codes NAF suivants :



- **60.20 A**
Edition de chaînes généralistes - sauf activités de banque de données ;

- **60.20 B**
Edition de chaînes thématiques - sauf activités de banque de données.

Production de films d'animation (IDCC 2412)

L'activité de l'employeur doit relever de la convention collective de la production de films d'animation (IDCC 2412) et être répertoriée par les codes NAF suivants :

- **59.11 A** Production de films et de programmes pour la télévision (uniquement animation) ;
- **59.11 B** Production de films institutionnels et publicitaires (uniquement animation) ;
- **59.11 C** Production de films pour le cinéma (uniquement animation) ;
- **59.12 Z** Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision (uniquement studios d'animation).



LISTE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CONSIDÉRÉS COMME FAISANT PARTIE DU CHAMP D'APPLICATION DE L'ANNEXE VIII

SECTEUR DU SPECTACLE VIVANT

- Philharmonie de Paris
- La Colline - théâtre national
- Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette (EPPGHV)
- La Comédie-Française
- Odéon-Théâtre de l'Europe
- Théâtre national de l'Opéra-Comique
- Opéra national de Paris
- Chaillet-Théâtre national de la danse
- Théâtre National de Strasbourg
- Centre National de la Danse

SECTEUR DU SPECTACLE ENREGISTRÉ

- Radio France
- France Medias Monde
- Europe 1
- RTL
- RMC
- Sud Radio en E
- Groupe Next Radio TV



AFFILIATION

Le centre de recouvrement attribue un numéro d'affiliation à tout employeur occupant des intermittents du spectacle.

CONTRIBUTIONS D'ASSURANCE CHÔMAGE

ASSIETTE

- Ouvriers ou techniciens de la production cinématographique et de l'audiovisuel et artistes du spectacle et techniciens des entreprises du spectacle :**

l'assiette des contributions est constituée par l'ensemble des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale (articles L 242.1 et suivants du code de la sécurité sociale) avant application de l'abattement pour frais professionnels.

Les contributions d'Assurance chômage (AC) et les cotisations du régime de garantie des salaires (AGS) sont dues pour l'emploi de tous les salariés, quel que soit leur âge.

- Dans tous les cas, sont exclues de l'assiette des contributions :**

la tranche des rémunérations dépassant quatre fois le plafond de la sécurité sociale.

TAUX D'APPEL DES CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS

Rémunérations plafonnées

Le plafond mensuel de l'Assurance chômage est égal à 4 fois le plafond mensuel de sécurité sociale (PMSS)

TAUX GLOBAL	RÉPARTITION	
	EMPLOYEUR	SALARIÉ
AC - ASSURANCE CHÔMAGE	11,45%	9,05%
AC - ASSURANCE CHÔMAGE, si majoration patronale due au titre des CDD dits « d'usage »	11,95%	9,55%
AGS* Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés *	0,25%	0,25%
		-

* Ne sont pas assujetties à l'AGS, les employeurs du secteur public.

Attention : pour les périodes d'emploi à compter du 1er mai 2025, le taux de contribution Assurance chômage acquitté par les employeurs baisse de 0.05%.



À SIGNALER

L'absence de versement des contributions, entraîne l'application d'une majoration de retard, et ce, conformément aux termes de l'article R 243-16 du code de la sécurité sociale.

PLAFOND ET RÉGULARISATION

Chaque employeur doit contribuer dans la limite de quatre fois le plafond de la sécurité sociale, sur le montant des rémunérations qu'il a versées personnellement.

DÉCLARATION ET PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS

Vous devez déclarer et payer mensuellement vos cotisations :

- au plus tard le **5 du mois suivant la période d'emploi rémunérée pour les employeurs d'au moins 50 salariés** et dont la paye est versée au cours du même mois que la période de travail,
- au plus tard le **15 du mois suivant la période d'emploi rémunérée dans les autres cas** (employeurs de 50 salariés et plus en décalage de paye, employeurs de moins de 50 salariés).

La déclaration de vos contributions s'effectue via la DSN

Pour les entreprises ayant moins de 11 salariés, si vous disposez de la possibilité de payer vos cotisations de sécurité sociale trimestriellement auprès de votre Urssaf, vous devez informer expressément France Travail services de votre souhait d'effectuer vos paiements au trimestre, avant le 31 décembre ; la déclaration des contributions reste mensuelle.

OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

Vous devez également transmettre une attestation mensuelle par salarié, indiquant la période d'emploi du salarié intermittent ainsi que les rémunérations. Une attestation doit être établie pour chaque prestation de travail, quelle que soit sa durée. Vous devez obligatoirement y faire figurer un numéro d'objet. Ce numéro doit également figurer sur les contrats de travail. Vous pouvez vous procurer les attestations, le numéro d'objet par internet sur : www.francetravail.fr/spectacle/

Si la période d'emploi dépasse le mois, la première attestation mensuelle indique la date de début du contrat de travail et précise que le contrat est toujours en cours à la fin du mois ; une attestation complémentaire doit être établie le mois suivant. Un exemplaire de l'attestation mensuelle doit également être remis au salarié intermittent qui doit le conserver, car France Travail peut être amené à lui demander ce document.

Les exemplaires d'attestation d'employeur mensuelle, adressés par vos soins, permettent :

- de justifier l'activité déclarée par le salarié intermittent,
- de déclencher les régularisations de paiement et d'établir ses droits.



DCE - Décembre 2024